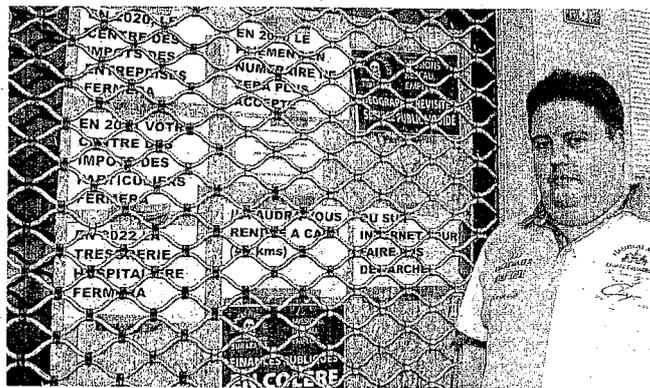


# Quel avenir pour le centre des finances publiques ?

À Falaise, en 2020, le service des impôts des entreprises partirait sur Caen. La moitié du service des impôts des particuliers serait réduite en 2021 pour un départ complet en 2022. La trésorerie resterait sous la forme d'un service de gestion comptable.

Quel avenir pour le centre des finances publiques à Falaise ? Cette question d'actualité, Ludovic Piquot s'engage à la combattre. « Le but gouvernemental est de réduire 30 % des effectifs et des implantations. Depuis décembre 2018, on entendait parler de géographie revisitée. Le 7 juin, on a reçu la redistribution des cartes (NDLR : cartes de l'implantation des services départementaux des impôts à l'horizon de quelques années) », note le secrétaire du syndicat Solidaires Finances publiques dans le département du Calvados. « Je peux vous assurer que les agents sont abattus. Il faut digérer les informations et l'annonce brutale qui a été faite ».



Les agents du centre des finances publiques à Falaise sont remontés, les affiches en témoignent. Ludovic Piquot est un représentant syndical prêt à se battre pour maintenir les services en place.

**« On ne croit pas à la venue d'agents »**  
Concrètement, cela signifie quoi sur Falaise ? « Début 2020, le service des impôts des entreprises doit partir sur Caen. Une réduction de la moitié du service des impôts des particuliers serait programmée en 2021 pour un départ complet en janvier 2022.

Cela concernerait au total une quinzaine de personnes (sur 25). La gestion de l'hôpital

partirait également sur Caen. Cela signifierait aussi la fin du paiement en numéraire ».

La trésorerie (le trésor public) « resterait mais sans la gestion de l'hôpital. Cela deviendrait un service de gestion comptable. La personne serait accompagnée d'un conseiller mais, en fait, ils seraient indépendants.

De même, les bâtiments abritent deux métiers dif-

férents. Du coup, pour la personne qui serait à la trésorerie, on va lui demander de la polyvalence. Du coup, elle ne serait peut-être pas en mesure de répondre aux sollicitations des gens en termes d'impôts pour les particuliers ou entreprises.

Que va-t-il alors se passer ? Les gens ne seront pas renseignés à l'instant T et cela entraînera des démarches supplémentaires. Selon M.

Trichet, des agents mobiles seraient susceptibles de venir mais on n'y croit pas. À Caen, ils sont déjà en sous-effectif ».

Pour la trésorerie, « il resterait 7 ou 8 personnes. Il faut savoir que la trésorerie du Hom va disparaître en 2021. La gestion des collectivités résidera à Falaise. Cela va monter à 10 maxi le nombre d'agents ».

Ludovic Piquot déplore que la concertation, qui a démarré

le 11 juin, s'achève le 30 septembre. « Le délai est court sachant qu'il y a la période estivale en juillet et août, la période des vacances.

Notre but va être d'allonger le délai. Nous voulons aller à la rencontre des élus, entre autres, car ils ont un pouvoir. Aurons-nous le temps de tout faire si le délai n'est pas allongé ?

Il faut savoir aussi que la concertation qui dure jusqu'au 30 septembre, c'est pour l'ensemble du plan triennal. Toutes les décisions seront prises durant cette période, après ce sera trop tard ».

## La moitié des revenus en déclaration papier

L'heure est à la dématérialisation. « Certes, mais nous avons quand même des zones blanches dans le département, tout particulièrement à Vire. À Falaise, en 2018, 11 000 personnes ont été reçues dont plusieurs centaines pendant la campagne des déclarations de revenus.

Ici, la moitié des contribuables font toujours leur déclaration papier malgré

l'obligation de télédéclarer. Cela peut être lié aux problèmes de déconnexion, aux difficultés à s'adapter aux téléprocédures ».

## « Nous devons nous battre »

Selon Ludovic Piquot, « M. Trichet a son plan, il doit l'appliquer. Il ne dit pas que c'est acté mais pour 2020, c'est fait. Je ne vois pas comment ils peuvent faire machine arrière. Dans leur plan, il est question de maisons de services au public (maisons France service). Ce type de service ne gère pas que les finances publiques ».

Pour Ludovic Piquot, « si la redistribution des cartes semble actée par l'administration, nous, on veut se battre, avec FO et la CGT pour garder toutes nos implantations dans leur configuration actuelle de façon pérenne et en pleine compétence. Pour certains, le confort de vie va être perdu. Dans le département, 220 personnes au minimum vont devoir changer de lieu de travail soit un quart des effectifs. Il faut donc se battre pour éviter cela ».

Jean-Luc PELLERIN

# Des élus falaisiens ne cachent pas une certaine inquiétude

Présent lors du conseil communautaire à Morteaux-Couliboef jeudi dernier pour une intervention sur la réforme fiscale et la réorganisation des services dans le département, avec notamment la mise en place de maisons de services au public, Bernard Trichet directeur général des finances publiques du Calvados s'est expliqué sur la situation falaisienne (lire ci-dessus) et a dû répondre aux inquiétudes.

Tandis que Jean-Luc André a évoqué « la situation difficile pour les entreprises et professionnels avec le rapatriement des services vers Caen », Miguel Barbera autre élu communautaire de Falaise a jeté un pavé dans la mare en évoquant des évolutions « qui seraient actées ».

Bernard Trichet a répliqué du tac au tac. « On est là pour échanger, on est dans la concertation mais s'il y a des

## « Cela jette le trouble pour tout le monde »

La riposte d'Hervé Maunoury, délégué communautaire de Falaise, ne s'est pas fait attendre. « Sur les documents transmis, il y a de quoi avoir des inquiétudes. Cela jette le trouble pour tout le monde. Pour la carte de la réforme 2022, il y a de bonnes choses pour l'ensemble du territoire de Falaise mais tout cela ne cache-t-il pas une faiblesse, la vraie situation falaisienne.

Falaise a une population fragile, avec une vraie problématique. Beaucoup de déclarations sont faites sur papier ». Hervé Maunoury estime qu'il « faut garder un agent en permanence pour le public. On ne peut pas abandonner ce service au sein du Pays de Falaise ».

Pour Bernard Trichet, « les situations sont différentes d'un territoire à l'autre. Ce n'est pas la même chose à Falaise qu'à Lisieux ou Bayeux,



Directeur général des finances publiques du Calvados, Bernard Trichet a évoqué la situation falaisienne lors de son passage à Morteaux-Couliboef.

France, c'est sérieux ou pas sérieux ? Le calendrier fait partie des éléments sérieux dans le cadre de la dématérialisation. Je sais que ce n'est pas facile pour tout le monde.

Les gens peuvent aller sur l'espace impots.gouv.fr. On est conscient que des personnes ont besoin d'être

prises en main. Pour les particuliers, on touche moins de monde qu'avant avec la réforme de la taxe d'habitation et des impôts sur le revenu. Pour les professionnels, c'est plus difficile.

J'entends bien ce que vous nous dites. J'espère qu'on trouvera des solutions, avec

la venue d'agents à Falaise. Le maire de Falaise me dit qu'il veut une antenne à Falaise ? Il y aura toujours un service, avec réception d'un guichet. Mais vous savez, faire la queue une heure, ce n'est pas ma vision du service public. Il faut trouver un moyen pour que les gens prennent rendez-vous, il faut que les rendez-vous se fassent mieux ».

## Des maisons de services au public

Clara Dewaël-Canouel, vice-présidente de la CDC du Pays de Falaise et conseillère départementale, a souligné elle aussi « l'importance d'avoir des services fiscaux sur Falaise. Au niveau du département, nous avons mis en place un système avec le Point info 14. Dans la réforme, il est question de maisons de services au public. Les problématiques varient selon les départements mais est-ce qu'il y a une inquiétude à nourrir pour le Calvados ?

Bernard Trichet affirme que « les maisons de services au public sont labellisées via la préfecture. En 2018, 600 000 € ont été consacrés aux maisons de services au public. L'État finance à 50 %. On va en bénéficier, il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour le Calvados. Le département du Calvados a d'ailleurs été cité en exemple dans une revue spécialisée ».

Bernard Trichet observe « qu'on a du mal à trouver des agents pour venir à Falaise. Ce n'est pas un endroit où les gens restent forcément. J'en suis désolé mais c'est la réalité ». A Claude Leteurte, attaché « aux missions de services publics » mais qui reconnaît de la part de son interlocuteur « un discours empreint de vérité », le directeur général des finances publiques du Calvados veut « être franc, je ne peux pas promettre ce qu'on ne peut pas tenir ».

J-L P